

# Choisir la cause des femmes

*Les banlieues ont été cet automne le théâtre de graves incidents. Quels sont les causes de ces violences ? Quel a été le rôle des femmes dans ces nuits d'affrontements ? Existe-t-il des vrais remèdes à cette situation ?*

*Pour ouvrir le débat, je cède la plume et les colonnes de l'édito à Mimouna Hadjam.*

*Gisèle Halimi*

## **ÉDITO : Souffrance de la sous - France**

Par Mimouna Hadjam

Madame la France, vos enfants, vos jeunes de banlieue vous ont parlé en s'exprimant pendant trois semaines. Ils se sont mal exprimés, mais ils l'ont fait, en vous cassant, en vous démolissant. En exprimant leur colère, ils se sont cassés et démolis.

Nous les femmes qui vivons dans les quartiers, le leur avons dit. Même si nous comprenions leur légitime colère, nous ne pouvions accepter qu'elle s'exprime dans l'autodestruction. Cette colère était-elle prévisible ? Personne n'avait la date, mais nous savions l'explosion proche et même certaines s'étonnaient qu'elle n'eut pas lieu plus tôt.

**Si aujourd'hui de mauvais penseurs tentent de trouver des boucs émissaires** accusant, par exemple, les familles polygames d'avoir provoqué les émeutes, c'est pour tenter de diviser les populations de la relégation sociale et ethnique qui composent les 745 ZUS (zones urbaines sensibles) de France.

### **La violence et la peur nous collent à la peau**

Nous femmes des quartiers, sommes la moitié de cette population assignée à résidence sociale et ethnique. Nous sommes avec nos compagnons, fils et frères, celles et ceux qui ont succédé à ceux que F. Engels nommait « **les classes laborieuses, classes dangereuses** ». Depuis des décennies, ce ne sont ni la relégation sociale, ni l'assignation à résidence ethnique, ni la dégradation urbaine avec leur cortège de chômage, d'exclusion, de racisme, de sexisme, de communautarisme qui font réagir les politiques.

**Trente ans de replâtrage social, de saupoudrage, de clientélisme associatif** n'ont fait que s'attaquer aux conséquences, jamais aux causes de notre situation.

Mourir ou casser ! De 1983 à 2005, quatre jeunes sont morts assassinés à La Courneuve<sup>1</sup> dont deux par des policiers. La violence et la mort nous collent à la peau.

Face à la non-réponse institutionnelle, face à la provocation d'un ministre, les jeunes ont répondu à leur façon...

Quand la culture de la lutte est en panne partout dans la société, quand on voit le faible taux de syndicalisation, et la désertification des organisations politiques, on ne peut que comprendre le désastre, ou l'inorganisation de ce qui vient de se passer.

Les femmes n'étaient pas présentes dans les émeutes. **Mais ne nous y trompons pas.** Elles y étaient de cœur. Malgré le machisme.

Au lieu de décréter le couvre feu, il faut décréter l'état d'urgence sociale, en s'en donnant les moyens, notamment à l'école.

Renforcer l'état social, c'est **rétablir les subventions aux associations**, qui sont le révélateur de la misère et pallient les carences étatiques, en matière d'aide aux devoirs, d'aide sociale, de soutien moral et psychologique et aussi de vie et de pratiques culturelles et sportives.

Renforcer l'état social, c'est **lutter contre les discriminations sexistes** en soutenant particulièrement les initiatives féminines car, oui, les quartiers souffrent au féminin.

La banlieue, ce sont des femmes qui travaillent, élèvent leurs enfants souvent seules, résistent individuellement ou collectivement face à la double discrimination qui les touche.

Il faut également renforcer l'État républicain, qui est fissuré. **La République n'est pas menacée mais elle titube** sous les coups de l'insécurité sociale et économique, qui laissent le champ libre à tous les racismes, les intégrismes et communautarismes.

### **La République doit reconnaître tous les siens**

La République doit annuler toutes les conventions bilatérales qu'elle a signées avec les pays d'origine pour gérer le statut personnel des femmes immigrées ou issues de l'immigration, permettant à la charia islamique de pénétrer le code civil français, en reconnaissant la polygamie et la répudiation par le biais des exéquatsurs.

La République doit reconnaître **tous** les siens, en nous accordant les droits économiques, en nous faisant accéder à la Fonction publique où nous sommes exclus de centaines d'emplois.

La République doit assumer son passé colonial, en abolissant la **honteuse loi du 23 février 2005**, dont l'article 4 glorifie les bienfaits de la colonisation française.

Aujourd'hui, nous avons peur de la France qui a peur de nous. Nous sommes la souffrance de la sous-France.

Nous voulons pouvoir dire un jour : **nous sommes la France.**

*Fondatrice, en 1987, à la Courneuve, de l'Association AFRICA, qui regroupe des Françaises et des Français de diverses origines ainsi que des ressortissants de diverses nationalités (Maliens, Sri Lankais, Marocains, Tunisiens, Algériens, etc.).*

*AFRICA occupe quotidiennement le terrain dans des domaines très diversifiés : prévention contre le Sida, information sur la contraception, lutte contre le racisme et le sexisme, défense des droits des femmes et des enfants, aide juridique, information civique, rédaction de lettres ou de formulaires, conseils ménagers, cours d'alphabétisation, etc.*

1. 181 morts au cours de la décennie 1981-1991, voir Arabicides, une chronique française : 1970-1991 (Enquêtes). Fausto Giudice. Ed. La Découverte, 1992.